

Débats animés sur le budget 2023



Rabih Haj-Hassan

Bienna Le Conseil de ville s'est réuni, mercredi soir, afin de débattre du paquet d'économies Substance 2030, lié au budget 2023. Les discussions se sont principalement concentrées sur l'augmentation des impôts prévue par le Conseil municipal. La tension était palpable devant la salle du Bourg, sur la place Rosius. Les milieux associatifs et culturels se sont réunis pour contester les coupes budgétaires à l'ordre du jour pour leur secteur. page 3

Positions tranchées sur les économies

BIENNE Les membres du Conseil de ville se sont affrontés pour valider le budget 2023. Les impôts ont été au cœur des oppositions.

TEXTES ALEXANDRE WÄLTI PHOTOS RABIH HAJ-HASSAN



Les débats ont été attentivement suivis par des citoyens venus écouter les arguments des différents camps politiques.

Le Conseil de ville a débattu du paquet d'économie «Substance 2030», mercredi soir. Au cœur des enjeux, accepter le budget 2023 proposé du Conseil municipal. La tension était perceptible dès l'entrée de la salle du Bourg, où une centaine de manifestants se sont mobilisés pour faire entendre leur désaccord avec les propositions de l'Exécutif (lire ci-dessous).

Les premières discussions ont fait suite à un amendement proposé par Levin Koller (PS) concernant la création d'un poste pour développer les logements d'intérêt public en possession de la Ville de Bienne. Tension palpable au moment du vote. Interrompu une première fois, il a repris nominativement, autrement dit tous les parlementaires ont dû voter oui ou non à voix haute. Au final, la proposition a été acceptée par le Con-

seil de ville. Reste que le débat est anecdotique par rapport à l'enjeu au programme du Législatif: le vote du budget 2023, dépendant du paquet de mesures d'économie Substance 2030.

Toutes les mesures prises seront certainement impopulaires."

SILVIA STEIDLE
CONSEILLÈRE MUNICIPALE
CHARGÉE DES FINANCES

«Les mesures ne suffisent pas. Depuis plusieurs années, le Conseil municipal aurait pu faire des efforts pour centraliser davantage l'administration. Pour cela et beaucoup d'autres raisons, nous refuserons le budget», s'exprime d'entrée de jeu le chef des libéraux-radi-

caux alémaniques, Leonhard Cadetg. Il glisse dans la foulée une attaque à la gauche du Parlement qui «se comporte comme un enfant naïf».

De l'autre côté du prisme politique, le chef du groupe socialiste, Levin Koller, thématise l'impôt: «Nous avons constaté une diminution des montants perçus par la Ville auprès des entreprises ces dernières années», réagit-il. Il souligne que les mesures «diminuent fortement les subventions versées aux infrastructures sociales et culturelles». Même s'il admet qu'une «augmentation de l'impôt est nécessaire malgré tout». La gauche acceptera ainsi le budget à certaines conditions. L'UDC refuse aussi les augmentations d'impôts proposées et vise le vote populaire. «Si l'on peut renégocier le contrat de prestations avec la Police cantonale bernoise, on peut aussi le

faire avec les grandes institutions culturelles de la ville», avance la cheffe du groupe, Sandra Schneider.

Enfin, le Parti radical romand (PRR), par la voix de Natasha Pittet estime qu'à «déficit structurel, solution structurelle». Autrement dit, les économies méritent d'être faite autrement que grâce à une «augmentation des impôts». Si cette dernière reste d'actualité dans le paquet d'économie, alors le groupe PRR ne pourra pas accepter. La conseillère municipale chargée des Finances, Silvia Steidle, de conclure: «Il est important de se projeter au-delà du budget 2023, une étape pour assainir les caisses. Toutes les mesures prises seront impopulaires.»

Au moment de boucler notre édition, le vote sur le budget 2023 n'avait pas eu lieu. Le résumé complet des débats est à retrouver sur Ajour.ch.